

**Tableau d'avancement à la classe exceptionnelle
des psychologues de l'éducation nationale
Année 2023**

Le recteur de l'académie d'Orléans-Tours,
chancelier des universités,

VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

VU le décret n° 2017-120 du 1^{er} février portant dispositions statutaires relatives aux psychologues de l'éducation nationale ;

ARRETE

Article 1^{er} : Les psychologues de l'éducation nationale hors-classe dont les noms suivent, inscrits sur le tableau d'avancement établi au titre de l'année 2023 pour l'accès à la classe exceptionnelle, sont nommés psychologues de l'éducation nationale de classe exceptionnelle à compter du 1^{er} septembre 2023 :

VIVIER 1

Nom	Prénom	Spécialité
GEAY	Caroline	Psychologue de l'éducation nationale éducation développement et apprentissage (EDA)
RIVARD	Anne Pascale	Psychologue de l'éducation nationale éducation développement et apprentissage (EDA)

VIVIER 2

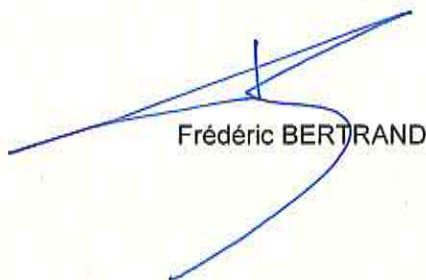
Nom	Prénom	Spécialité
SCHEELE	André	Psychologue de l'éducation nationale éducation développement et conseil en orientation scolaire et pro (EDO)

Article 2 : Le classement de chacun des intéressés dans son nouveau grade fait l'objet d'un arrêté.

Article 3 : Le présent arrêté est publié sur le site internet de l'académie d'Orléans-Tours (PIA) https://pia.ac-orleans-tours.fr/protege/ma_carriere_ma_vie_professionnelle/carriere_ens/promotions/ et est affiché pendant une durée de deux mois à compter de la date de signature dans les locaux du rectorat, 21 rue Saint Etienne à Orléans.

Fait à Orléans, le 17 juillet 2023

Pour le recteur et par délégation
Le secrétaire général adjoint de l'académie
Directeur des ressources humaines



Frédéric BERTRAND

VOIES ET DELAIS DE RECOURS

Si vous estimez devoir contester cette décision, vous pouvez former :

- soit un recours gracieux ou hiérarchique,
- soit un recours contentieux devant la juridiction administrative compétente. Ce recours n'a pas d'effet suspensif.

Si vous avez d'abord exercé un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de 2 mois à compter de la notification de la présente décision, le délai pour former un recours contentieux est de 2 mois* :

- à compter de la notification de la décision explicite de rejet du recours gracieux ou hiérarchique ;
- ou à compter de la date d'expiration du délai de réponse de 2 mois dont disposait l'administration, en cas de décision implicite de rejet du recours gracieux ou hiérarchique.

Dans les cas très exceptionnels où une décision explicite de rejet intervient dans un délai de 2 mois après la décision implicite – c'est-à-dire dans un délai de 4 mois à compter de la notification de la présente décision – vous disposerez à nouveau d'un délai de 2 mois* à compter de la notification de cette décision explicite pour former un recours contentieux.

En cas de recours contentieux, vous pouvez saisir le tribunal administratif au moyen de l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

* 4 mois pour les agents demeurant à l'étranger.